



Informations du Guatemala

1ère année / N° 79

du 29 juin au 5 juillet 1984

LES ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE

LA PARTICIPATION
L'OPPOSITION AUX MILITAIRES
DANS LE CADRE DU CONFLIT ARME
LES PERSPECTIVES
LA SATISFACTION A WASHINGTON
LES LIMITES DE L'ASSEMBLEE

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Le 1er juillet, les 44% des citoyens ayant le droit de vote, soit 71 % des 2,5 millions de personnes inscrites sur le registre électoral, se sont présentés aux urnes pour élire les 88 députés qui composent l'Assemblée Nationale Constituante.

LA PARTICIPATION

Le gouvernement militaire avait concentré les points de vote dans les centres urbains, voulant "protéger les électeurs de l'influence de la guérilla le jour des élections", comme l'a expliqué Jack Higtower, membre du Congrès nord-américain, présent en tant qu'observateur.

Le taux élevé de participation, comparé aux précédentes consultations électorales des 14 dernières années, s'explique, entre autres, par les mesures de coercition, la pression psychologique et les menaces exercées sur la population pour qu'elle se présente aux urnes.

Deux jours avant les élections, les 800.000 patrouilleurs d'auto-défense civile, soumis à la discipline militaire, ont été consignés dans leur quartier, "afin de leur rappeler l'obligation civique de voter", selon l'expression d'un officier de l'armée.

Plusieurs des 160.000 employés de l'administration publique ont rapporté avoir été menacés de licenciement en cas d'abstention.

D'autre part, 26,45% des suffrages exprimés sont nuls ou blancs.

40P.12315

Dans les régions où les contrôles et les opérations contre-insurrectionnels des forces gouvernementales se sont particulièrement fait sentir, l'affluence des électeurs a été plus importante. Ce fut le cas, par exemple, dans la capitale (Guatemala Ciudad) et dans le département du Chimaltenango où l'on enregistre une participation de 80% - 90% des électeurs inscrits.

Selon un câble de l'Agence France Presse (AFP) daté du 1er juillet, dans le département du Chimaltenango, la majorité de la population a voté par obligation.

MAJEURS	3.700.000		
ELECTEURS INSCRITS	2.554.002		
SUFFRAGES EXPRIMES	1.855.619	100	%
SCORE DU PARTI VAINQUEUR	318.300	15	%
SUFFRAGES BLANCS OU NULS	539.979	26,45	

Selon les observateurs internationaux, la population n'a pas été soumise à des pressions durant le scrutin.

Néanmoins, les pressions exercées antérieurement avaient été nombreuses et relevaient de violations constantes des droits de l'homme. Selon la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, 14 assassinats politiques en moyenne sont commis chaque jour dans le pays.

De plus, de nombreux guatémaltèques craignaient que l'abstention ne les désigne comme "opposants au régime", ce qui équivaut dans le pays à une condamnation à mort.

LES RESULTATS

REPARTITION DES SUFFRAGES		%	NOMBRE DE SIEGES
NULS - BLANCS		26,45	--
DC	318.300	15,59	22
UCN	269.448	13,20	22
MLN/CAN	245.514	12,02	21
PR	142.565	6,98	10
PNR	129.664	6,35	6
PID	102.829	5,04	5
PUA	61.069	2,99	1
OCAS	---	---	1
TOTAL		100,00	88

L'OPPOSITION AUX MILITAIRES

Le Groupe de l'Union Révolutionnaire Démocrate (URD), qui s'était retiré du processus électoral, a signalé dans un communiqué de presse du 30 juin : "Le peuple guatémaltèque a été convoqué aux urnes dans de sévères conditions répressives et sans une véritable liberté d'organisation". La constitution qui sera élaborée "représentera surtout les intérêts d'une minorité oligarchique, de tendance ultra-conservatrice, contribuant à l'inégalité sociale".

Plusieurs partis de droite et de centre-droite, parmi lesquels la Démocratie Chrétienne et l'Union du Centre National, le Parti National Rénovateur et le Parti Révolutionnaire avaient mené une campagne que l'on ne peut qualifier de strictement conforme à la ligne gouvernementale ; on peut donc interpréter les suffrages recueillis par ces partis comme l'expression d'un vote contre la dictature militaire et sa politique répressive.

Il n'en demeure pas moins que le rejet le plus explicite du régime militaire s'exprime à travers les 26,45% de votes nuls ou blancs.

Dans son numéro du 5 juillet, le journal Prensa Libre interprète ces votes comme "une marque de protestation et de rejet général de la consultation". Le Tribunal Suprême Electoral a reconnu que ces suffrages avaient pu être exprimés "intentionnellement" dans le but de porter atteinte à la légitimité des élections.

D'autres organes de presse et certains hommes politiques sont d'accord pour affirmer que les votes nuls mettent en évidence le manque de crédibilité de l'ouverture politique et le manque de représentativité des partis.

DANS LE CADRE DU CONFLIT ARME

Actuellement, et en dépit des déclarations des officiers chargés de la "pacification" du pays et d'un certain ralentissement de l'activité des forces de la guérilla, il existe un consensus pour reconnaître que l'insurrection est bien implantée dans plusieurs départements du pays : le Peten, le Quiché, le Huehuetenango, San Marcos, le Quetzaltenango, le Suchitepequez, le Chimaltenango, Solola, Santa Rosa et la capitale.

En dépit du calme apparent régnant dans certaines régions, l'armée mène constamment des campagnes contre-insurrectionnelles.

La convocation aux élections et l'engagement verbal de l'armée de remettre le pouvoir aux vainqueurs répondraient à la nécessité de créer de meilleures conditions politiques pour poursuivre la lutte contre-insurrectionnelle, qui est toujours le facteur déterminant de la vie du pays.

LES PERSPECTIVES

Envisager un changement significatif du système politique formel semble prématuré. Bien que des partis comme la Démocratie Chrétienne et l'Union du Centre National bénéficient pour l'instant d'une meilleure image de marque, celle-ci se ternira rapidement si l'armée et les forces de sécurité ne modifient pas le système répressif et si les conditions de vie de la majorité de la population ne s'améliorent pas dans une certaine mesure.

Il convient de rappeler que, durant plus de 20 ans, l'institution armée a cantonné les partis politiques au second plan, les utilisant le plus souvent comme couverture légale pour que les militaires se maintiennent au pouvoir.

Les accords établis entre les différents secteurs du pouvoir seront basés sur la fonction prédominante de l'armée dans la direction du pays. Les dernières élections constitueraient précisément la voie pour légitimer et améliorer la position politique des forces armées, décréditées par l'exercice du pouvoir depuis 1973.

Le 4 juillet, la Démocratie Chrétienne a officiellement écarté l'éventualité d'une réforme agraire, dans le cas où elle accède au pouvoir. Au contraire, elle s'est proposé de réactiver et de développer l'agro-exportation, secteur basé sur la concentration de près de 70% de la terre dans les mains de 4,76% des propriétaires agricoles.

Le 5 juillet, la DC et l'UCN ont fait savoir que les ex-fonctionnaires responsables de la violence et de la corruption ne seraient pas jugés. Ces 30 dernières années, ils ont mis le pays à feu et à sang et l'ont plongé dans une crise économique profonde. 105.000 Guatémaltèques ont été assassinés et 38.000 enlevés pendant cette période.

"Ce serait une erreur de remuer le passé : cela ferait surgir beaucoup de problèmes et ne restituerait pas la tranquillité aux Guatémaltèques", a déclaré Alfonso Casbrera, secrétaire général adjoint de la DC.

Jorge Carpio Nicolle, candidat de l'UCN à la présidence, a déclaré : "Nous ne sommes pas revanchards".

Ce qui précède laisse prévoir que des changements formels seront réalisés dans le cadre de la future constitution, mais qu'aucune mesure ne sera prise en faveur d'un changement social.

LA SATISFACTION A WASHINGTON

L'un des objectifs primordiaux du processus électoral était d'améliorer l'image de marque internationale du gouvernement guatémaltèque, détériorée par la violation répétée des droits de l'homme dans le pays ; ce scrutin visait en particulier à obtenir l'assistance militaire nord-américaine.

Le chef de l'Etat, le général Mejia Victores a déclaré le 2 juillet : "Les mesures de démocratisation mises en pratique par mon gouvernement sont une garantie du maintien de bonnes relations avec les Etats-Unis et de l'obtention de l'aide nord-américaine".

Ce même jour, les 24 observateurs nord-américains, membres du Congrès, représentants du gouvernement, membres du secteur privé et représentants syndicaux, ont manifesté leur satisfaction à propos du déroulement du scrutin et de la participation des citoyens.

Selon les représentants du gouvernement des Etats-Unis, la Maison Blanche doit renouveler l'assistance militaire au régime guatémaltèque ainsi que le programme d'entraînement des officiers de l'armée guatémaltèque dans des écoles et bases nord-américaines. Ils ont également souligné la nécessité pour le Guatemala de s'intégrer au plan concernant le bassin de la Caraïbe.

Le sacerdote jésuite Kenneth Baker faisait partie de la délégation des Etats-Unis et a participé à la conférence de presse citée ci-dessus. Cette participation, a estimé le porte-parole de l'Archevêché Juan Carlos Cordova, constitue "une ingérence évidente de l'église étrangère dans la politique nationale"

Larri Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a exprimé le 4 juillet la satisfaction de l'administration Reagan sur la manière dont se sont déroulées les élections guatémaltèques, "justes, bien organisées, menées dans l'ordre".

Le triomphe de la DC et de l'UCN à ces élections offre une couverture meilleure au renouvellement de l'aide militaire au Guatemala et permettra un rapprochement entre les Etats-Unis et le Guatemala, suivant la politique nord-américaine en Amérique Centrale.

Le 6 juillet, le gouvernement nord-américain a officiellement félicité le régime militaire guatémaltèque pour la réalisation des élections du 1er juillet. "Ceci pourrait constituer un premier pas vers l'amélioration de l'image du Guatemala à l'étranger", a commenté à ce sujet le ministre des Affaires Extérieures, Fernando Andrade.

Néanmoins, la persistance prévisible des violations des droits de l'homme par les forces de sécurité constituera un obstacle pour remédier à l'isolement international du Guatemala.

LES LIMITES DE L'ASSEMBLEE

La souveraineté de l'Assemblée nationale constituante n'est pas reconnue. Le chef de l'Etat conserve le pouvoir exécutif et législatif ainsi que la suprématie sur les organismes d'Etat, y compris sur l'organisme judiciaire et sur le Tribunal Electoral Suprême.

Si l'Assemblée tente d'étendre le domaine de ses fonctions, elle s'affrontera inévitablement au chef de l'Etat. Celui-ci avait déclaré fin juin que, dans un tel cas, il dissoudrait la Constituante et mettrait en vigueur la Constitution de 1955, abrogée à la suite du coup d'Etat du 23 mars 1982.

L'arrivée d'Harry Schlaudeman -ambassadeur itinérant de la Maison Blanche en Amérique Centrale- quelques jours avant les élections et la participation de secteurs privés de premier plan au sein des partis modérés semblent confirmer l'existence de pressions visant à ce que l'armée joue un rôle plus discret sur la scène politique.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les élections présidentielles prévues pour 1985, seconde et dernière étape de l' "ouverture démocratique", impulsée par les didactures des généraux Efraim Rios Montt et Oscar Mejia Victores.